

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/207

19 novembre 1997

(97-5090)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

RAPPORT (1997) DU COMITE DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

1. Le Comité a tenu ses huitième, neuvième, dixième et onzième réunions le 14 février, le 20 juin, le 3 octobre et les 13 et 18 novembre 1997 (G/TBT/M/7 à 10), sous la présidence de M. H. M. Tong (Hong Kong). Au cours de ces réunions, le Comité a entendu des exposés sur la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord. Un certain nombre de Membres l'ont informé des mesures prises dans ces domaines. Plusieurs mesures ont été portées à l'attention du Comité par des Membres qui se sont dits préoccupés par les éventuels effets préjudiciables qu'elles risquaient d'avoir sur le commerce ou par leur éventuelle incompatibilité avec l'Accord.
2. A sa huitième réunion, le Comité a procédé à son deuxième examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord au titre de l'article 15.3, en se fondant sur la documentation de base figurant dans le document G/TBT/4, ainsi qu'à son deuxième examen annuel du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes reproduit à l'annexe 3 de l'Accord, en se fondant sur la documentation de base figurant dans le Répertoire relatif au Code de la normalisation de l'Accord OTC de l'OMC et le document G/TBT/CS/2/Rev.1. Il a également entendu les déclarations sur l'assistance technique.
3. A ses huitième, neuvième et dixième réunions, le Comité a préparé le premier examen triennal du fonctionnement et de la mise en oeuvre de l'Accord au titre de l'article 15.4. Cet examen triennal a été effectué au cours de la onzième réunion (G/TBT/5).
4. Un Groupe de travail technique a été établi par le Comité pour étudier certains Guides ISO/CEI et voir en quoi ils pourraient contribuer à favoriser la réalisation des objectifs énoncés aux articles 5 et 6 de l'Accord. Le Groupe de travail a tenu des réunions le 13 février, le 18 juin et le 2 octobre (G/TBT/M/7 à 9).
5. Des représentants des organisations suivantes: Banque mondiale, CCI, CEE/ONU, CEI, CNUCED, Commission du Codex Alimentarius OMS/FAO, FAO, FMI, ISO, OCDE, OIE et OMS, ont assisté aux réunions du Comité en qualité d'observateurs. Le Secrétariat ACP, l'ALADI, l'AELE et l'OIML ont bénéficié du statut d'observateur sur une base *ad hoc*.